

Chapitre 1. L'économie a-t-elle une date de naissance ?

Thomas Angeletti

DANS **ACADÉMIQUE 2023**, PAGES 25 À 45

ÉDITIONS **PRESSES DE SCIENCES PO**

ISBN 9782724641158

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://www.cairn.info/l-invention-de-l-economie-francaise--9782724641158-page-25.htm>



CAIRN.INFO
MATIÈRES À RÉFLEXION

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...

Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Chapitre 1

L'économie a-t-elle une date de naissance?

À la base de cet ouvrage, une proposition : l'économie française telle qu'on la connaît de nos jours n'a pas toujours existé. Mais si elle ne peut pas être considérée comme immanente, là de toute éternité au sein du monde social, en puissance ou en acte, quand émerge alors cette forme sociale particulière ? Pour répondre à cette question, il me faut distinguer les différentes origines de l'économie mises en lumière par toute une série de travaux historiques, philosophiques et sociologiques, et remonter plus ou moins en profondeur le fil du temps selon la conception de « l'économie » retenue.

Dès les débuts des sciences sociales, l'économie fait référence à une sphère particulière de la vie sociale, qui résulterait de l'autonomisation croissante de contraintes proprement économiques par rapport à d'autres, sociales, culturelles, politiques. En retenant une telle définition extensive de l'économie, on est amené à replacer son émergence au cours du XVIII^e siècle. Cet ouvrage s'attelle cependant à exhumer une autre acception de l'économie : celle d'une économie nationale constituée en entité propre, envisagée comme un ensemble de flux cohérents à l'échelle du pays, qui fait l'objet de mesures politiques et dont les forces agissent le monde social. Une telle perspective nous oblige à diriger le regard vers une période plus récente, la première moitié du XX^e siècle. L'apparition de l'économie française peut être vue et analysée comme un processus en

soi, tout en considérant qu'elle s'insère dans le mouvement plus large de désencastrement de la sphère économique mis en lumière par Karl Polanyi¹.

Revenir sur ces débats et opérer cette clarification constitue une bonne introduction à cette idée d'économie nationale et aux questions générales qui l'accompagnent : depuis la différenciation des sphères de la vie sociale constitutive des sociétés modernes, jusqu'à l'émergence de la croissance comme nouvelle cible politique dans un contexte de déclin des empires coloniaux, en passant surtout par le rôle des économistes dans la mise au jour des mouvements de l'économie. Convaincu qu'un tel phénomène nécessite une approche multiscalaire, j'offre dans ce premier chapitre une analyse ramassée et macro des transformations à l'œuvre avant celle, plus proche des acteurs et de leurs pratiques, qui sera adoptée par la suite.

L'économie : un objet du xviii^e ou du xx^e siècle ?

L'idée que l'« économie française » ait pu émerger comme un domaine d'objectivité propre doit être replacée dans le renouvellement de recherches, principalement nord-américaines et majoritairement en histoire et en sociologie, qui ont interrogé le rôle joué par les sciences économiques dans la fabrique des « économies nationales ». Un examen critique de ces recherches montre un affrontement entre deux approches : celle inscrite dans la lignée des travaux de Timothy Mitchell et celle située à la croisée de l'histoire de la pensée économique et de la philosophie. Elles s'opposent principalement, j'y reviendrai, sur la chronologie pertinente à retenir dans l'étude de ces objets.

Dans une série de travaux publiés sur une vingtaine d'années, l'historien et politiste Timothy Mitchell a proposé une interprétation générale de « l'invention » de l'économie, en s'interrogeant sur la manière dont ce concept a résisté, comparativement à ceux d'État, de nation ou de sphère publique, à la déconstruction des

1. Karl Polanyi, *La Grande Transformation*, Paris, Gallimard, 1983.

grandes entités engagée alors dans la théorie sociale². Il donne de l'économie une définition claire, montre combien sa survenue, qu'il date précisément, est récente :

Loin d'être plus ancien que la théorie sociale moderne, le concept d'économie est bien plus jeune. Dans le sens qu'on lui reconnaît désormais spontanément, celui d'une structure ou d'une totalité de relations de production, de distribution et de consommation de biens et services au sein d'un certain pays ou d'une certaine région, son usage date seulement de la moitié du xx^e siècle³.

Cette proposition générale, Mitchell la déploie dans le cas de l'Égypte : il suit la mise en place d'une économie égyptienne, à travers un ensemble de dispositifs (cartographies et cadastres) qui en mesurent la taille et en assoient l'existence. Si des cartes du pays existaient avant le xx^e siècle, leur usage devient systématique et contribue tant à la formation de la propriété privée qu'à la fabrication d'un espace national clairement délimité⁴. L'émergence de l'économie se fait donc simultanément sur plusieurs plans : de la connaissance scientifique à la cartographie, du discours public à la représentation ordinaire. Au fil de ses travaux, Mitchell souligne plus encore le rôle des économistes et des savoirs économiques dans l'autonomisation du domaine économique, en généralisant son argument. Le travail de Keynes joue pour lui un rôle majeur : Mitchell en fait le passeur plus ou moins volontaire de l'idée d'économie nationale, dès son premier livre, *Indian Currency and Finance*, écrit alors qu'il est employé à Londres au sein de la Compagnie britannique des Indes orientales⁵. *La Théorie générale de*

2. On peut trouver des prolégomènes à l'argument de Mitchell dans des travaux qui interrogeaient comment l'économie pouvait être représentée comme un système autonome : Mike Emmison, « "The Economy" : Its Emergence in Media Discourse », dans Howard Davis et Paul Walton (eds), *Language, Image, Media*, Oxford, Blackwell Publishers, 1983, p. 139-155 ; Mike Emmison, « Visualizing the Economy : Fetishism and the Legitimation of Economic Life », *Theory, Culture & Society*, 3 (2), 1986, p. 81-96.

3. Timothy Mitchell, « Fixing the Economy », art. cité, p. 84 (je traduis).

4. *Ibid.* ; Timothy Mitchell, *Rule of Experts : Egypt, Techno-Politics, Modernity*, Berkeley, University of California Press, 2002.

5. Sur l'établissement de l'espace national et de l'économie indienne dans une perspective postcoloniale, voir l'important travail mené par Manu Goswami, *Producing India : From Colonial Economy to National Space*, Chicago, Chicago University Press, 2004.

l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie de Keynes, publiée en 1936, même s'il n'y fait que rarement référence à une « économie », ajoute un élément supplémentaire à cette conception : il prend le territoire national comme unité d'analyse, et conçoit les relations entre offre et demande globales comme participant d'une même totalité cohérente⁶. Du fait de cette filiation keynésienne, Mitchell affirme à de nombreuses reprises que « l'économie » naît au milieu du xx^e siècle⁷, contestant ainsi l'interprétation polanyienne d'un désencastrement de la sphère économique au cours du xix^e.

On se souvient de l'historien de l'économie Karl Polanyi pour son argument selon lequel le monde moderne a été formé durant la « Grande Transformation » du xix^e siècle, au cours de laquelle les relations de marché ont été désencastrées des liens sociaux plus larges dans lesquels ils étaient précédemment contenus. La séparation des liens économiques d'autres formes de pratiques sociales qui les avaient précédemment gouvernés et limités, plaide Polanyi, concourt à l'émergence d'une économie de marché autorégulée (qui se révéla rapidement incapable de s'autoréguler). *La Grande Transformation*, publié en 1944, est l'un des ouvrages les plus influents décrivant la construction de « l'économie » comme une sphère séparée durant le xix^e siècle. Il peut être relu aujourd'hui, cependant, non seulement comme une explication de l'histoire européenne du xix^e siècle, mais à un autre niveau comme une contribution supplémentaire à la production au xix^e siècle de l'économie. L'événement que Polanyi projette au xix^e siècle, l'émergence de l'économie comme une sphère autonome, se réalise en réalité uniquement au milieu du xx^e siècle⁸.

Mais Mitchell entretient ici une certaine confusion entre une autonomisation de la sphère économique et l'émergence d'une économie nationale, reposant sur un principe relativement partagé au sein des sciences sociales du début du xx^e siècle, selon lequel

6. Sur la conception keynésienne de l'économie nationale comme unité d'analyse privilégiée, voir Hugo Radice, « The National Economy : A Keynesian Myth? », *Capital & Class*, 8 (1), 1984, p. 111-140.

7. On trouvera cet argument tout particulièrement dans Timothy Mitchell, « Economists and the Economy in the Twentieth Century », dans George Steinmetz (ed.), *The Politics of Method in the Human Sciences : Positivism and its Epistemological Others*, Durham, Duke University Press, 2005, p. 126-141.

8. Timothy Mitchell, *Rule of Experts*, op. cit., p. 118 (je traduis).

«l'État-nation est une unité close et [...] l'État possède une autorité exclusive sur son territoire⁹». Plusieurs recherches sont entrées, de manière plus ou moins critique, en dialogue avec les propositions de Mitchell. Le travail que l'historien Adam Tooze consacre à l'administration économique et statistique allemande dans la première moitié du xx^e siècle montre comment «l'économie allemande» résulte de la rencontre de différentes tentatives jusqu'alors éparses de mesure, du niveau des prix, de l'emploi, de la production, etc.¹⁰. Il s'oppose toutefois à Mitchell sur le rôle joué par la pensée keynésienne et sur la date de naissance de l'économie, qu'il place davantage dans les toutes premières décennies du xx^e siècle. Selon Tooze, au développement sans précédent des statistiques économiques s'adjoignent quatre autres principaux facteurs ayant concouru à l'émergence de l'économie allemande : la transformation des économies industrielles au cours de la période 1880-1930, le développement de l'État, favorisé par les crises, l'apparition de nouvelles technologies d'information et, enfin, les tendances culturelles et intellectuelles réunies sous le terme de «modernisme». En distinguant ces causes, Tooze s'écarte d'une analyse reposant sur les seuls dispositifs scientifiques et identifie, à propos du déploiement de l'économie allemande, des sources plus anciennes. Il insiste également sur les différentes formes de continuité qui relient la République de Weimar, le Troisième Reich et l'après-guerre. Pourtant, Adam Tooze entretient lui aussi une certaine confusion en affirmant que l'émergence de l'économie à cette époque induit sa séparation des autres sphères de la vie sociale : «"l'économie" fut conçue comme un système séparé, distinct du "social", du "culturel" et du "politique"¹¹».

Dans des travaux plus récents, issus de thèses nord-américaines, l'idée développée par Mitchell a également été reprise et étendue pour étudier «l'économie américaine», dans une perspective souvent inspirée des *sciences studies*, comme une entité en tant que telle, dont la naissance et la trajectoire peuvent être retracées. Mettant

9. Saskia Sassen, *La Globalisation : une sociologie*, Paris, Gallimard, 2009, p. 11.

10. J. Adam Tooze, *Statistics and the German State, 1900-1945: The Making of Modern Economic Knowledge*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001.

11. *Ibid.*, p. 9 (je traduis).

l'accent sur les mesures du revenu national¹², faisant des déséquilibres intersectoriels le point déterminant dans l'établissement des premiers comptes nationaux et dans le succès du keynésianisme aux États-Unis¹³, ou proposant davantage une histoire politique centrée sur l'institutionnalisation de la mesure économique et sur la création d'organismes dédiés¹⁴, ces travaux, au-delà de leurs divergences et de leurs spécificités, ont pour point commun de faire remonter l'apparition de l'économie américaine à la première moitié du xx^e siècle – et nous verrons que l'analyse menée dans cet ouvrage s'accorde sur certains des points défendus par cette littérature.

Les propositions de Mitchell et nombre de travaux qui l'ont suivi font ainsi naître l'économie, bien qu'avec certaines nuances, dans la première moitié du xx^e siècle. Ils s'opposent en cela, comme l'a bien montré Daniel Hirschman¹⁵, à un second ensemble de recherches relevant de la philosophie et de l'histoire de la pensée économique, qui fait remonter l'émergence de l'économie au xviii^e siècle. Ce courant est tout particulièrement marqué par le travail de Michel Foucault sur l'histoire de la gouvernementalité. Celui-ci soulignait en effet combien le terme d'« économie » avait été amené à désigner « une forme de gouvernement au xvi^e siècle » puis, « au xviii^e siècle, *un niveau de réalité, un champ d'intervention* pour le gouvernement, à travers une série de processus complexes [...] absolument capitaux pour notre histoire¹⁶ ». Il considérait ainsi le « mouvement qui isole l'économie comme [un] domaine spécifique de réalité et l'économie politique à la fois comme [une] science et comme [une] technique

12. Daniel Hirschman, « Inventing the Economy Or: How We Learned to Stop Worrying and Love the GDP », PhD Dissertation, Ann Arbor, University of Michigan, 2016.

13. Onur Özgöde, « Governing the Economy at the Limits of Neoliberalism: The Genealogy of Systemic Risk Regulation in the United States, 1922-2012 », PhD Dissertation, New York, Columbia University, 2015.

14. Timothy E. Shenk « The Invention of the American Economy », PhD Dissertation, New York, Columbia University, 2016.

15. Daniel Hirschman, « Inventing the Economy Or », art. cité. Une telle opposition chronologique se rejoue dans les débats sur la croissance : Iris Borowy et Mathias Schmelzer (eds), *History of the Future of Economic Growth*, Londres, Routledge, 2017.

16. Michel Foucault, *Sécurité, territoire, population : cours au Collège de France, 1977-1978*, Paris, Éditions de l'EHESS-Gallimard-Seuil, 2004, p. 99 (je souligne).

d'intervention du gouvernement dans ce champ de réalité¹⁷ ». Pour Foucault, l'invention de l'économie participait, plus largement, de l'apparition de nouvelles techniques de gouvernement consacrées à la gestion de la population.

Dans une perspective proche, les travaux de Margaret Schabas ont montré que les économistes, au cours des XVIII^e et XIX^e siècles, définissent l'économie comme une sphère autonome, en la séparant progressivement des processus naturels et physiques, et en la considérant comme un produit de déterminations humaines¹⁸. Les économistes de l'époque étudient et mentionnent évidemment des phénomènes économiques, tels que l'échange ou encore la richesse, mais cela ne requiert pas alors la présence du concept global d'« économie ». Dans cette dynamique, certaines recherches insistent sur la nécessité, pour que l'économie acquière une dimension publique, d'une représentation graphique la mettant en scène comme un tout, tel qu'a pu l'être le tableau économique de François Quesnay¹⁹. Elle serait même, dans cette conception, inséparable du capitalisme, ou plus exactement, « l'économie, quand elle a été découverte, était déjà capitaliste, de telle sorte que la description de l'une implique la description de l'autre²⁰ », ce qui en fait remonter plus loin encore l'émergence²¹.

17. *Ibid.*, p. 111.

18. Margaret Schabas, *The Natural Origins of Economics*, Chicago, University of Chicago Press, 2005 ; Margaret Schabas, « Constructing "The Economy" », *Philosophy of the Social Sciences*, 39 (1), 2009, p. 3-19.

19. Susan Buck-Morss, « Envisioning Capital: Political Economy on Display », *Critical Inquiry*, 21 (2), 1995, p. 434-467. Plus largement, sur les physiocrates, voir Catherine Larrère, *L'invention de l'économie au XVIII^e siècle: du droit naturel à la physiocratie*, Paris, PUF, 1992.

20. Susan Buck-Morss, « Envisioning Capital », art. cité, p. 439 (je traduis).

21. On pourrait également mentionner ici les travaux de médiévistes qui font remonter au Moyen Âge logiques et lexiques économiques issus en partie du christianisme et récusant dès lors les travaux faisant débiter l'histoire de la pensée économique au XVIII^e siècle. Ils s'attachent cependant davantage à reconstituer la genèse de formes de raisonnement économique qu'à identifier la formation d'une entité « économie » à l'échelle nationale. Voir notamment Sylvain Piron, *Généalogie de la morale économique*, Paris, Zones Sensibles, 2020 ; Giacomo Todeschini, « "Au ciel de la richesse" : le cœur théologique caché du rationnel économique occidental », *Annales. Histoire, sciences sociales*, 74 (1), 2019, p. 1-24 ; Clément Lenoble et Valentina Toneatto, « Les "lexiques médiévaux" de la pensée économique" : une histoire des mots du marché comme processus de domination et d'exclusion », *Annales. Histoire, sciences sociales*, 74 (1), 2019, p. 25-41.

L'autonomisation des sphères

À l'issue de ce rapide examen, on se trouve face à deux interprétations de l'émergence de l'économie radicalement opposées, qui l'inscrivent dans des temps historiques sensiblement éloignés : le milieu du ^{xx}^e siècle ou le ^{xviii}^e siècle. Ce conflit sur la chronologie pertinente est autant un conflit de datation que de théorie²², le courant « mitchellien » mettant particulièrement l'accent sur les effets de *nomination* de l'économie nationale et de sa reconnaissance par le pouvoir politique. Cette question traverse l'ensemble des recherches se réclamant du constructivisme, comme les controverses autour des microbes de Bruno Latour l'ont illustré. Surtout, ce conflit entretient une confusion tenace entre deux phénomènes distincts : l'émergence d'une sphère économique et celle des économies nationales. Tandis que les études inspirées par Mitchell et par les *sciences studies* montrent comment la structure et la taille des économies nationales peuvent être évaluées par des dispositifs étatiques spécifiques, tels que les statistiques et la cartographie, les travaux replaçant la naissance de l'économie au ^{xviii}^e siècle ont bien davantage trait à une forme d'autonomisation de l'économie, que l'on retrouve notamment dans la théorie économique classique²³. Mitchell participe lui-même à cette confusion en affirmant que « créer l'économie impliquait également de créer le non-économique²⁴ ».

Il me semble possible de dépasser les apories de ces deux interprétations en prenant en considération la conception moderne du monde social, c'est-à-dire comme le résultat d'un processus de différenciation sociale, composé de sphères relativement séparées et autonomes les unes des autres : là l'économique, ici le politique, etc. Par autonomie, il faut entendre, comme l'a bien montré

22. Les conflits scientifiques sur les processus d'émergence sont en outre extrêmement courants : un autre exemple est donné par les interprétations contrastées de l'émergence du champ littéraire en France, entre celles d'Alain Viala (*Naissance de l'écrivain : sociologie de la littérature à l'âge classique*, Paris, Minuit, 1985) et celles de Pierre Bourdieu (*Les Règles de l'art : genèse et structure du champ littéraire*, Paris, Seuil, 1992).

23. Keith Tribe, *Land, Labour, and Economic Discourse*, Londres, Routledge-Paul Kegan, 1978 ; Keith Tribe, *The Economy of the Word : Language, History, and Economics*, Oxford, Oxford University Press, 2014.

24. Timothy Mitchell, « Fixing the Economy », art. cité, p. 92 (je traduis).

Bernard Lahire, une autonomie-spécificité, soit l'existence de domaines séparés, et non une autonomie-indépendance, qui impliquerait leur affranchissement de pouvoirs extérieurs, notamment politiques²⁵. Que se joue-t-il dans ce processus de différenciation sociale ? Cette question a été travaillée de longue date en sociologie, tout particulièrement par Émile Durkheim sur la division du travail, par Karl Polanyi sur le désencastrement de l'économie, par Max Weber sur les sphères de la vie sociale ou encore par Pierre Bourdieu à travers sa théorie des champs. Il faut reconnaître un certain air de famille à ces différents travaux, qui montrent combien la différenciation sociale implique à la fois la structuration pluraliste des sociétés en des domaines variés et une spécialisation qui conduit à créer des expertises spécifiques. Ces deux processus peuvent paraître en partie antinomiques : tandis que l'émergence de nouvelles sphères ouvre des perspectives renouvelées, chaque domaine se trouve happé par un groupe social qui accumule sur lui une connaissance certaine et s'en octroie parfois le monopole. Une telle différenciation sociale est donc indissociable – j'y reviendrai – du processus d'émergence des savoirs scientifiques : au partage entre une réalité sociale, une réalité économique et une réalité historique répondent des disciplines chargées de prendre chacune de ces réalités pour objet privilégié.

Parler de domaines relativement séparés n'implique ni que chacun a la même place, ni que tous disposent du même pouvoir d'influence sur les autres sphères : le domaine économique a souvent été reconnu comme déterminant. Max Weber a notamment insisté sur les transformations des communautés domestiques causées par l'émergence d'une sphère économique²⁶, mais aussi sur les tensions entre cette dernière et la religion. Dans ce cadre, il reconnaît à ces différentes sphères des « logiques intrinsèques » et des « cohérences internes »²⁷. Pour lui, le « cosmos de l'économie moderne, rationnelle et capitaliste » s'est détourné de la religion à partir du moment

25. Bernard Lahire, *Monde pluriel : penser l'unité des sciences sociales*, Paris, Seuil, 2012, p. 59-141.

26. Max Weber, *Économie et société*, tome 2 : *L'Organisation et les puissances de la société dans leur rapport avec l'économie*, Paris, Pocket, p. 109-118.

27. Max Weber, « Considération intermédiaire », *Sociologie des religions*, Paris, Gallimard, 1996, p. 417.

où il a « suivi davantage sa logique intrinsèque et immanente²⁸ ». Dans un passage abondamment cité pour sa référence à la « cage d'acier », Weber précisait le type d'expériences que les individus étaient amenés à vivre dans un monde caractérisé par l'autonomisation de l'économie :

De nos jours, l'ordre économique capitaliste est un immense cosmos dans lequel l'individu est pris dès sa naissance ; il est pour lui un donné, un carcan qu'il ne peut transformer, du moins à titre individuel, et dans lequel son existence doit se dérouler. Il impose à l'individu pris dans les rets du marché les normes de son activité économique. Le fabricant qui persiste à ne pas les respecter est inmanquablement éliminé, de même que l'ouvrier qui ne peut ou ne veut pas s'adapter à elles est jeté à la rue et perd son travail²⁹.

Ce qui nous ramène à notre débat initial : c'est au cours du processus d'autonomisation de « l'économie en tant qu'économie », comme le dit Max Weber, que l'économie comme *entité nationale* a pu émerger, se voir attribuer un nom et doter de qualités spécifiques, processus qui ont concouru à changer son statut ontologique. Ce changement est à la fois quantitatif (l'intensité de l'autonomisation) et qualitatif (le contenu même de ce que l'on conçoit comme l'économie s'en trouve transformé). La perspective adoptée ici rejoint donc l'analyse de Karl Polanyi sur un processus historique d'autonomisation croissante de l'économie – quoique non irréversible et jouant sur des dimensions variées³⁰. Mais je fais de l'émergence des « économies nationales » un élément central de ce processus, qui peut et doit faire l'objet d'une analyse dédiée.

La nationalisation des sphères

Ce processus de différenciation et d'autonomisation sociale se trouve en effet, au cours des XIX^e et XX^e siècles, « nationalisé », c'est-à-dire progressivement attaché à des territoires nationaux

28. *Ibid.*, p. 421.

29. Max Weber, *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, Flammarion, 2000, p. 93-94.

30. Vincent Gayon et Benjamin Lemoine, « Maintenir l'ordre économique : politiques de désencastrément et de réencastrément de l'économie », *Politix*, 105, 2013, p. 7-35.

ceints de frontières³¹. Selon l'historienne Manu Goswami, une fois érigée en sphère autonome dans la pensée économique classique du XVIII^e siècle, l'économie est progressivement associée au tournant du XIX^e siècle à un territoire national fini³². Dans cette perspective, le concept issu de la pensée économique rejoint le projet étatique moderne d'établissement d'une réalité à l'échelle nationale. On assiste à un double mouvement qui se renforce, celui de la formation des États-nations, et celui d'une construction et d'une stabilisation de la réalité, à travers des règles, des formats, des procédures, des épreuves³³. Comme l'indique Saskia Sassen, l'histoire de l'État moderne peut ainsi être lue « comme un effort pour rendre nationaux tous les aspects essentiels de la société : la souveraineté, l'identité, le territoire, la sécurité, la loi, et le marché³⁴ », et on pourrait sans difficulté ajouter à cette liste l'économie. L'idée d'une réalité économique propre se trouve ainsi appréhendée à l'échelle nationale, sous l'effet de la prétention des États à agencer la réalité sociale.

Ce travail de reconnaissance n'est pas à l'œuvre qu'en France. En Allemagne, la catégorie d'économie nationale apparaît dès la première moitié du XIX^e siècle et joue un rôle structurant jusque dans l'organisation des chaires universitaires. Max Weber fut ainsi nommé en 1919 à l'Université de Munich à la chaire d'« Économie nationale » – qu'il parviendra néanmoins à faire renommer « Sciences de la société ». L'expression prend cependant dans le contexte allemand un sens assez particulier, se confondant parfois avec celle d'économie politique. C'est avant tout par l'entremise de l'économiste Friedrich List qu'elle se déploie. Celui-ci contribue à réinscrire les thématiques classiques de l'économie politique, telles que le travail et le marché, abordées jusqu'alors dans une

31. Gérard Noiriel, *La Tyrannie du national : le droit d'asile en Europe, 1793-1993*, Paris, Calmann-Lévy, 1991 ; Anne-Marie Thiesse, *La Création des identités nationales : Europe, XVIII^e-XIX^e siècle*, Paris, Seuil, 2001. Voir également le travail séminal de Bénédicte Anderson : *L'Imaginaire national : réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, La Découverte, 2006.

32. Manu Goswami, *Producing India, op. cit.*, p. 209-241.

33. Sur cette tension et sur la manière dont la prétention de l'État à couvrir la réalité se trouve travaillée dans le roman policier et le roman d'espionnage, voir Luc Boltanski, *Énigmes et complots, op. cit.*

34. Saskia Sassen, *La Globalisation, op. cit.*, p. 21.

perspective qu'il considère comme trop abstraite et a-historique, dans le cadre concret d'un territoire national. « La nation délimitée, indique ainsi List, était approchée comme l'unité ou le contenant territorial du développement économique³⁵. » Marx formulera une critique radicale de la conception listienne du développement, qui isole les pays les uns les autres : « Considérer que chaque nation connaît un développement de manière interne serait aussi absurde que d'affirmer que chaque nation est tenue à traverser le développement politique de la France ou le développement philosophique de l'Allemagne³⁶. » Mais on le voit, dès le XIX^e siècle, certains théoriciens ont établi un lien entre l'autonomisation des sphères et leur nationalisation, processus dont on peut légitimement considérer qu'il est à l'origine de l'émergence des économies nationales.

Celle-ci s'inscrit en outre dans un contexte de dissolution progressive des empires. Au cours du XIX^e siècle, les frontières comme les possessions territoriales de la France ont énormément évolué, de sorte que la majeure partie de ses territoires se situe encore au début du XX^e siècle hors de l'Europe³⁷. Si la France est à cette époque une véritable « société impériale », elle entre cependant en crise, jusqu'à la décolonisation entamée après la Seconde Guerre mondiale³⁸. L'idée d'une croissance économique se substitue progressivement à une conception territoriale de l'expansion encore répandue dans les premières décennies du XX^e siècle³⁹ : c'est l'émergence d'une « économie » envisagée comme catégorie nationale et mesurée par sa valeur monétaire, pouvant potentiellement augmenter sans limites. L'économie, considérée sous l'angle d'un ancrage territorial donné, a favorisé une vision de la croissance

35. Friedrich List, *Système national d'économie politique*, Paris, Gallimard, 1998, p. 216.

36. Karl Marx, « À propos du Système national de l'économie politique de Friedrich List », *Œuvres*, Paris, Gallimard, 1982, tome 3, p. 1418-1451.

37. Les empires coloniaux doivent être conçus au-delà de l'appropriation territoriale. Celle-ci n'implique pas, comme nombre de travaux en histoire l'ont montré, une domination uniforme et de tous les instants : elle est inégale selon les territoires, les formes de résistance des populations autochtones et la présence administrative effective très variable. Voir Pierre Singaravélou (dir.), *Les Empires coloniaux, XIX^e-XX^e siècle*, Paris, Seuil, 2013.

38. Christophe Charle, *La Crise des sociétés impériales, Allemagne, France, Grande-Bretagne : essai d'histoire sociale comparée (1900-1940)*, Paris, Seuil, 2001.

39. Daniel Speich, « The Use of Global Abstractions : National Income Accounting in the Period of Imperial Decline », *Journal of Global History*, 6 (1), 2011, p. 7-28.

économique nationale, substituable à celle de la colonisation qui impliquait le gain de nouvelles terres⁴⁰. Mais les processus d'émergence de chacune de ces économies nationales répondent à des configurations spécifiques et à des événements qui en orientent les mises en forme et qui ne sont pas synchrones, tant s'en faut, dans tous les pays.

À la première critique des travaux de Mitchell, sur la confusion qu'il entretient entre émergence d'une sphère économique et émergence des économies nationales, il me faut donc en ajouter une seconde : son analyse tend à universaliser les conditions de réalisation de l'apparition de « l'économie ». Oubliant paradoxalement son caractère nationalisé et territorialisé, il donne de ce processus une vision globale, comme si « l'économie » était apparue sur l'ensemble de la planète au même moment (au milieu du xx^e siècle) et selon les mêmes logiques. Si une telle approche uniformisante semble, il faut bien le dire, erronée, il est en revanche possible d'étudier précisément l'émergence nationale de ce phénomène transnational, d'en saisir le contexte précis, d'en identifier les déterminants et d'en traquer les implications.

À chaque sphère ses savoirs

Le processus de différenciation sociale des sociétés en des sphères relativement séparées les unes des autres est indissociable d'une division réciproque des savoirs scientifiques. Il faut en cela rapprocher les recherches sur les « économies nationales » d'un ensemble plus vaste de travaux sur le développement des sciences sociales et leurs effets. Ceux-ci ne procèdent pas de la même inspiration théorique, et il serait vain de tenter de les regrouper sous un label, mais ils partagent un arrière-plan constructiviste et un intérêt prononcé pour les phénomènes de catégorisation sociale. Le vocabulaire utilisé pour caractériser la relation entre les savoirs scientifiques et leurs objets est pluriel. Il tente le plus souvent d'éviter le double écueil soit purement « réaliste », soit purement

40. Comme l'a bien montré Pierre Charbonnier, cette quête d'abondance repose, en outre, sur la dissimulation tout au long du capitalisme industriel de ses conditions matérielles d'effectuation (*Abondance et liberté : une histoire environnementale des idées politiques*, Paris, La Découverte, 2020).

« constructiviste ». Mentionnons les recherches qui mettent l'accent sur « le devenir-être⁴¹ » des objets scientifiques pour Lorraine Daston, sur leur « consistance » et leur « expression »⁴² pour Emmanuel Didier, sur leur « invention » et leur « fixation »⁴³ pour Timothy Mitchell, ou encore, j'y reviendrai, sur leur « performativité⁴⁴ » pour Michel Callon et Fabian Muniesa. Certaines propositions soulignent en particulier le mouvement continu et itératif entre catégorisation scientifique et phénomènes sociaux, tels les *looping effects*⁴⁵, la « réactivité⁴⁶ », les « effets de boucles⁴⁷ » ou encore la « rétroaction⁴⁸ ».

De tels questionnements ne concernent pas uniquement la science économique, loin de là. Ainsi, la sociologie a contribué à transformer le sens du mot « société » au tournant du XIX^e siècle, qui peut désormais désigner un collectif en tant que tel⁴⁹. Penser la société comme entité propre est intimement lié à l'émergence du concept de déterminisme, autrement dit à la manière dont la société a pu être considérée comme ayant des effets causaux sur les actions individuelles⁵⁰. Dans ce champ d'interrogation, je retiens tout particulièrement l'interprétation de Reinhart Koselleck du concept d'histoire, remarquable en ce qu'elle ne s'en tient pas

41. Lorraine Daston, « The Coming into Being of Scientific Objects », dans Lorraine Daston (ed.), *Biographies of Scientific Objects*, Chicago, University of Chicago Press, 2000, p. 1-14 (je traduis).

42. Emmanuel Didier, *En quoi consiste l'Amérique ?*, op. cit., particulièrement p. 203-206.

43. Timothy Mitchell, « Fixing the Economy », art. cité (je traduis).

44. Fabian Muniesa et Michel Callon, « La performativité des sciences économiques », art. cité.

45. Ian Hacking, « The Looping Effect on Human Kinds », dans Dan Sperber, David Premack et Ann James Premack (eds), *Causal Cognition : A Multidisciplinary Approach*, Oxford, Clarendon Press, 1995, p. 351-383.

46. Wendy Nelson Espeland et Mitchell L. Stevens, « A Sociology of Quantification », *European Journal of Sociology*, 49 (3), 2008, p. 401-436.

47. Luc Boltanski, *De la critique*, op. cit., p. 190 et suiv.

48. Alain Desrosières, *Prouver et gouverner : une analyse politique des statistiques publiques*, Paris, La Découverte, 2014, particulièrement p. 31-59.

49. Robert A. Nisbet, *La Tradition sociologique*, Paris, PUF, 1984.

50. Peter Wagner, « "An Entirely New Object of Consciousness, of Volition, of Thought" : The Coming into Being and (almost) Passing away of "Society" as a Scientific Object », dans Lorraine Daston (ed.), *Biographies of Scientific Objects*, Chicago, University of Chicago Press, 2000, p. 132-157. Voir également Theodore M. Porter, *Trust in Numbers : The Pursuit of Objectivity in Science and Public Life*, Princeton, Princeton University Press, 1995.

à analyser les différents sens qu'il a pu recouvrir, mais vise à en dégager les effets concrets en révélant l'avènement d'une « histoire en soi ». Il montre combien, à la fin du XVIII^e siècle européen, les « petites histoires personnelles », racontées ici et là par les acteurs sociaux, ont été progressivement raccrochées à une grande histoire qui les englobe et les dépasse⁵¹. Une telle transformation est riche de conséquences : en rattachant les conduites individuelles à un mouvement collectif qui les déborde, elle renouvelle les formes de réflexivité et de conscience historique. C'est à une transformation du même ordre que je m'attelle ici, en suivant le rôle joué par les savoirs économiques dans l'émergence de l'économie française comme entité. Mon regard se tourne donc avant tout vers la science économique et sa « performativité », pour reprendre le nom du courant de recherche, développé principalement en France et au Royaume-Uni, qui a interrogé à nouveaux frais les effets de la science économique, en insistant non plus uniquement sur des économistes occupant des positions de pouvoir, mais sur les dispositifs et les instruments ayant des conséquences directes sur des pratiques⁵².

Société, histoire, économie : la différenciation des dimensions de la vie sociale et l'avènement d'entités collectives doivent donc être conçus comme concomitantes d'une différenciation des savoirs. Un signe, souvent mentionné par Bourdieu, de cette autonomisation des sphères est l'existence de formules autoréférentielles qui expriment et performant dans le même temps leur fonctionnement propre et la nécessité d'écarter dans chaque univers les logiques prévalant dans un autre : « l'art pour l'art », « les affaires sont les affaires », « en affaires, pas de sentiments ». Mais on peut également voir dans les « théories pures » des tentatives pour à la fois décrire

51. Reinhart Koselleck, « Le concept d'histoire », dans *L'Expérience de l'histoire*, Paris, Éditions de l'EHESS-Gallimard-Seuil, 1997, p. 15-99.

52. Voir notamment pour la France, Fabian Muniesa et Michel Callon, « La performativité des sciences économiques », art. cité, et, pour le Royaume-Uni, Donald MacKenzie, Fabian Muniesa et Lucia Siu (eds), *Do Economists Make Markets? On the Performativity of Economics*, Princeton, Princeton University Press, 2007. Je m'inscris dans ce questionnement général, sans en reprendre expressément le cadrage théorique dont j'ai discuté par ailleurs des limites : Thomas Angeletti, « How Economics Frames Political Debates : Macroeconomic Forecasting in the French Planning Commissions », *Socio-Economic Review*, 19 (2), 2021, p. 635-657.

et proclamer l'autonomie des sphères concernées, comme s'y sont attachés Hans Kelsen pour le droit ou Ferdinand de Saussure pour la linguistique. Dans le cas de l'économie française, l'établissement de la macroéconomie comme discipline doit être compris dans cette perspective. En quelques années, d'intenses débats s'engagent entre économistes sur cette entité émergente, pour en définir la dynamique interne et en expulser les composantes jugées illégitimes.

Mais que se passe-t-il donc pour que du processus d'autonomisation de la sphère économique naisse une économie nationale? Une première partie de la réponse relève, nous l'avons vu, de la nationalisation des sphères, une seconde de l'expertise spécifique des économistes. Parmi les opérations sur lesquelles les économistes se fondent pour donner à l'économie française un surplus d'existence, la quantification va jouer un rôle clé⁵³. La sociologie de la quantification a bien montré ce que doit l'apparition d'entités supra-individuelles à la mise en nombre et aux statistiques. Dans un texte fameux, Alain Desrosières avait ainsi déployé une typologie des formes de l'État depuis le xvii^e siècle selon les différents savoirs statistiques mobilisés et les conceptions de l'action publique⁵⁴. À la suite de ces travaux, Emmanuel Didier a montré qu'il existe une relation de quasi-coconstruction entre dispositifs statistiques et prégnance du domaine national⁵⁵. Si, par quantifier, il faut entendre, après Desrosières, le fait d'« exprimer et [de] faire exister sous une forme numérique ce qui, auparavant, était exprimé par des mots et non par des nombres⁵⁶ », cette opération n'est pas sans effet lorsqu'il s'agit d'une entité aussi importante que « l'économie française », pensée comme close, mais dont l'expansion est considérée comme

53. Elle n'est cependant pas la seule possibilité, ni exclusive d'autres modalités de mise en forme. Ainsi, dans l'Allemagne nazie de 1943, fut inaugurée une pièce réunissant des sortes de triptyques dédiés à chaque pôle de production allemand et regroupant un ensemble de statistiques et de graphiques, contribuant à représenter l'économie allemande dans son ensemble au sein d'un seul et même espace physique. Voir J. Adam Tooze, *Statistics and the German State, 1900-1945*, *op. cit.*, p. 267-268.

54. Alain Desrosières, « Historiciser l'action publique : l'État, le marché et les statistiques », dans Pascale Laborier et Danny Trom (dir.), *Historicités de l'action publique*, Paris, PUF, 2003, p. 207-221. Notons cependant qu'Alain Desrosières postule ici, de manière implicite, que l'économie française « existe » tout au long de cette période.

55. Emmanuel Didier, *En quoi consiste l'Amérique? , op. cit.*

56. Alain Desrosières, *Pour une sociologie historique de la quantification*, tome 1 : *L'Argument statistique*, Paris, Presses des Mines, 2008, p. 10.

infinie. Mesurer la croissance d'une économie, c'est établir une comparaison avec son état passé et avec son potentiel état futur. En outre, les conventions de mesure ont également pour conséquence de rendre « commensurables » les entités mesurées : l'établissement des comptabilités nationales et la mesure du PIB vont se diffuser dans de nombreux pays et devenir des pratiques usuelles. C'est ce qui permet aujourd'hui encore de comparer des économies dites « développées » à d'autres « en développement » ou même simplement « émergentes ». En me fixant l'objectif de retracer la formation de l'économie française comme catégorie d'intervention de l'État et en prenant comme principal point d'entrée l'activité des économistes, je situe donc les analyses déployées dans cet ouvrage à la croisée des travaux sur l'historicité de l'action publique⁵⁷ et de la sociologie historique de la quantification⁵⁸.

Économie agissante, économie agie : un modèle analytique

Résumons l'approche défendue dans cet ouvrage : l'émergence de « l'économie française » est un phénomène qui a pris place dans la première moitié du xx^e siècle, au cours d'un processus de plus long terme d'autonomisation du domaine économique, et qui concourt à donner aux économistes si ce n'est le monopole d'interprétation des mouvements de l'économie, du moins une expertise affirmée dans laquelle la quantification joue un rôle central. Ce processus général doit être pensé comme non linéaire, sans direction unique, parcouru de tensions et d'enchevêtrements, de sorte que l'économie française doit être continuellement confirmée et réinscrite dans la toile de la réalité ordinaire.

À ce stade peut être avancé le modèle analytique qui sera déployé au fil des chapitres suivants. En dévoilant le fonctionnement et les

57. Pascale Laborier et Danny Trom (dir.), *Historicités de l'action publique*, Paris, PUF, 2003 ; Robert Salais, Nicolas Baverez et Bénédicte Reynaud, *L'Invention du chômage*, Paris, PUF, 1986 ; Christian Topalov, *Naissance du chômeur, 1880-1910*, Paris, Albin Michel, 1994.

58. Voir notamment Alain Desrosières, *Pour une sociologie historique de la quantification*, *op. cit.* Pour des synthèses récentes, voir : Andrea Mennicken et Wendy N. Espeland, « What's New with Numbers? Sociological Approaches to the Study of Quantification », *Annual Review of Sociology*, 45, 2019, p. 223-245 ; Olivier Martin, *L'Empire des chiffres : une sociologie de la quantification*, Paris, Armand Colin, 2020.

rouages de l'économie française, les économistes ont révélé les contraintes qu'elle pose à la vie collective et créé une attente fondamentale : celle de savoir comment s'en défaire. Les économistes sont apparus aux yeux des acteurs politiques et des citoyens comme particulièrement à même de libérer la société des contraintes économiques⁵⁹. Définir un problème public et proposer de le résoudre est l'une des ressources les plus courantes de l'expertise⁶⁰. Un tel phénomène n'est en rien spécifique à la science économique et concerne d'autres disciplines ayant connu un développement notable au tournant du xx^e siècle, que l'on pense aux contraintes proprement sociales que prend en charge la sociologie, ou à celles ayant trait à l'inconscient, auxquelles la psychanalyse se propose de répondre. L'économie traite également de forces initialement invisibles, puisant dans la physique une partie de son mode de raisonnement⁶¹. L'activité des économistes sera donc appréhendée ici comme un travail de révélation des dynamiques de l'économie française et des politiques économiques susceptibles d'en favoriser le développement ou d'en limiter la chute.

L'économie française, j'aurai l'occasion de le détailler par la suite, se constitue au cours de cette période fondatrice d'une double manière. D'une part, elle apparaît comme un *objet de gouvernement*, c'est-à-dire un domaine d'intervention privilégié de l'État. Son émergence est ainsi indissociable de celle de « politiques économiques », autrement dit d'actions politiques dirigées vers l'économie dans son ensemble, et non plus vers des secteurs séparés les uns des autres (politique agricole, politique industrielle, etc.). Dans cette conception, l'économie est un domaine qui peut être modelé et agi par l'État, et par son biais, par la collectivité. D'autre part, elle

59. On trouve un même intérêt pour l'émergence des entités sociales dans la sociologie des professions d'Andrew Abbott qui, *via* sa lecture de George H. Mead et d'Alfred N. Whitehead, montre comment la catégorie de « travail social » gagne en consistance au tournant du xx^e siècle aux États-Unis. Voir Andrew Abbott, « Things of Boundaries », art. cité.

60. Parmi la littérature foisonnante sur ces questions, citons Andrew Abbott, *Chaos of Disciplines*, Chicago, Chicago University Press, 2001 ; Joseph Gusfield, *La Culture des problèmes publics. L'alcool au volant : la production d'un ordre symbolique*, Paris, Economica, 2009.

61. Philip Mirowski, *More Heat than Light: Economics as Social Physics, Physics as Nature's Economics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1989.

apparaît également *munie d'une agentivité* : elle se révèle à travers les statistiques administratives et la prévision de ses mouvements « spontanés ». Sa présence dans la presse, les débats publics ou les déclarations politiques montre les nombreuses facultés qui lui sont associées et combien sa trajectoire supposément naturelle est difficilement contestable. Autrement dit, l'économie est un phénomène qui a quelque chose de total : elle nous agit collectivement⁶². Cette double face de l'économie est la raison pour laquelle je parlerai d'elle à la fois comme d'une *entité* et comme d'une *catégorie d'action publique* – la focale sur cette seule dimension aurait conduit à omettre le pouvoir qui lui est continuellement accordé et à la voir uniquement comme le réceptacle d'actions publiques⁶³.

J'étudierai ainsi au cours des prochains chapitres les relations entre ces différentes forces associées à l'économie : d'une part, *une économie que l'on agit*, d'autre part *une économie qui nous agit*. Par forces, j'entends ici un domaine ou un univers auquel est attribuée une autonomie suffisante – une *puissance*, comme dit Weber – pour qu'il puisse agir *en tant que tel*⁶⁴. L'ambivalence du domaine économique sous ce rapport consiste à apparaître à la fois comme *réel* et *construit*. L'économie a en effet pour particularité – bien qu'une analyse d'autres domaines puisse révéler un paradoxe du même ordre⁶⁵ – de se donner à voir à la fois comme une *nécessité*, sous la forme par exemple de prévisions économiques qui s'imposeraient de manière parfois quasi fataliste, mais également comme une *chose*, démunie alors de ses mouvements propres et sur laquelle il est convenu d'agir.

62. Précisons, à ce stade, que cette conception de la nécessité économique peut être évidemment exploitée politiquement : je reviendrai au cours des prochains chapitres sur l'évolution de cet argument.

63. Sur l'émergence des catégories d'action publique en sociologie politique, voir les travaux de Vincent Dubois, notamment « La sociologie de l'action publique : de la socio-histoire à l'observation des pratiques (et vice-versa) », dans Pascale Laborier et Danny Trom (dir.), *Historicités de l'action publique*, Paris, PUF, 2003, p. 347-364.

64. Reinhart Koselleck montre un processus similaire pour le concept d'histoire, une histoire qui est « progressivement découverte comme *indépendante et agissante par soi* » (« Le concept d'histoire », art. cité, p. 19, je souligne).

65. C'est même, comme le montre Peter Wagner, une contradiction qui caractérise les sociétés occidentales à partir de la fin du XIX^e siècle (*Liberté et discipline : les deux crises de la modernité*, Paris, Métailié, 1996).

J'appellerai *arrangements* les solutions historiques adoptées pour tempérer cette contradiction⁶⁶. Ce concept – auquel d'autres notions progressivement introduites au fil des chapitres seront associées, comme celle de *sélection*, de *qualification*, de *structure* ou encore de *grandeur* – a pour principal intérêt de convenir aussi bien à des situations ordinaires dans lesquelles se manifestent des contradictions que l'on éprouve, au sens le plus commun du terme, qu'à des situations que l'on peut qualifier d'historiques et qui donnent lieu à des paradoxes plus ou moins spécifiques à une époque. Parler d'arrangements, c'est reconnaître encore le caractère nécessairement inabouti des tentatives visant à autonomiser le domaine économique : l'économie française est désencastrée et réencastrée par des pratiques, des institutions et des politiques publiques qui jouent et rejouent continuellement son autonomie. J'aborderai le travail des économistes, à l'aide de différentes solutions instrumentales, argumentatives et sémantiques, comme consistant précisément à lier ensemble les deux faces de l'économie. La contradiction entre l'économie agie et l'économie agissante, selon les arrangements mis en place à l'aune de certaines situations historiques, se manifeste à plusieurs niveaux : elle apparaît d'abord dans la forme que prennent les institutions et dans les principes qui fondent leur légitimité ; elle se donne à voir également dans les solutions adoptées pour assurer le contrôle du changement, dans la mesure où celui-ci se confond le plus souvent avec la nécessité économique prise à sa valeur faciale ; elle transparait enfin dans les principales causalités de la réalité, en s'appuyant sur des dispositifs et des entités spécifiques.

Cette contradiction comporte plusieurs avantages analytiques. Elle permet de dépasser les termes souvent réifiants utilisés pour qualifier certaines époques, tels la planification, le libéralisme ou le keynésianisme, comme si ces courants équivalaient à des périodes fixes, arrêtées, bornées par des événements qui en marquent le début et la fin. Ces catégories, quoi qu'elles pointent des mouvements certains, ont en effet pour limite de considérer que l'intervention

66. La notion d'arrangement a été forgée par Luc Boltanski pour distinguer différentes situations historiques auxquelles sont associées des manières spécifiques de taire et de dissimuler, ou de révéler et de mettre en pleine lumière, les contradictions anthropologiques autour de l'avortement et de l'engendrement. Voir Luc Boltanski, *La Condition fœtale : une sociologie de l'avortement et de l'engendrement*, Paris, Gallimard, 2004.

politique est la marque d'une époque – l'État keynésien – et l'absence d'action celle d'une autre – l'État libéral ou néolibéral. Je souhaite au contraire montrer que la différence entre ces périodes réside bien plutôt dans les modes d'action publique, sans que l'une ou l'autre ne détienne le monopole de l'intervention – comme l'a bien montré Michel Foucault⁶⁷. Ainsi, étudier l'opposition entre une économie agissante et une économie agie, c'est voir comment les économistes et les institutions, quelles que soient leurs obédiences théoriques, politiques ou scientifiques, tentent non pas tant de la résoudre que de la tempérer. Autrement dit, c'est voir dans l'activité des économistes une tentative pour contribuer à faire de l'économie un domaine autonome qui peut agir en son propre nom et, parfois dans le même mouvement, pour lui contester ce caractère. Avant d'analyser cet effort des économistes pour maîtriser l'économie française, il me faut rendre compte des conditions de son émergence, pas à pas, et des preuves de sa consistance accumulées par les acteurs des premières décennies du xx^e siècle.

67. Michel Foucault, *Naissance de la biopolitique : cours au Collège de France, 1978-1979*, Paris, Éditions de l'EHESS-Gallimard-Seuil, 2004.